

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

23<sup>ème</sup> année - N° 4200 - Lundi 05 Septembre 2022 - Prix : 200 Fc

INAUGURATION D'UNE NOUVELLE MATERNITÉ PÔLE MÈRE ENFANT À MOHELI :

## Un nouveau joyau pour la mère et l'enfant



Inauguration du pôle mère enfant à Moheli.

SEMAINE DE L'ALLAITEMENT MATERNEL :

**Les bonnes pratiques,  
pour une meilleure santé de l'enfant**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**Prières aux heures officielles  
Du 1er au 05 Sptembre 2022**

**Lever du soleil:**

**06h 11mn**

**Coucher du soleil:**

**18h 04mn**

Fadjr : 04h 58mn

Dhouhr : 12h 11mn

Ansr : 15h 19mn

Maghrib: 18h 07mn

Incha: 19h 21mn



## PÉNURIE RIZ À MOHELİ

## La population ne désespère pas

*La pénurie de riz qui frappe l'ensemble du pays se fait sentir de plus en plus à Mohéli. La population n'arrive pas à se remettre à consommer des produits locaux. Elle veut à tout prix du riz. La semaine dernière, l'Office national d'importation et de commercialisation du riz (ONICOR) à Mohéli a épuisé tout son stock de « Kayri ». Des longues files d'attente suivies de bousculades, sont quotidiennes devant l'ONICOR.*

Cela fait plus d'un mois que le pays est secoué par une crise alimentaire sans précédent caractérisée surtout par la pénurie de riz, aliment de base des comoriens. À Mohéli, partout dans les

rues, le sujet abordé c'est le riz. Le riz « Kayri » qui était considéré comme étant un riz de luxe réservé aux familles les mieux loties, est devenu introuvable. Mercredi dernier, l'ONICOR venait d'épuiser ses réserves de riz « Kayiri » en vendant un sac de 5kg à 5000 fc au lieu de 4500 fc. Une stratégie de cette entreprise publique visant à permettre aux plus chanceux d'obtenir quelques grains.

C'était sous un soleil ardent que des longues files d'attentes étaient constituées devant les locaux de l'ONICOR à côté du marché de Fomboni. Une situation dure qui nécessitait d'avoir des reins solides. « Lorsque j'ai appris que le riz « Kayri » sera vendu aujourd'hui, je



Bousculade pour avoir un sac de riz. ( Photo d'archive)

me suis pointé ici depuis 7h jusqu'à 12h pour avoir 5kg du riz. Maintenant que je les ai eu, je me

demande pour combien de jours je vais les consommer avec ma famille », se demande un père de famille. A

quelques mètres de là, un autre lance : « La vie est très difficile partout aux Comores mais à Mohéli c'est une autre chose car si ce n'est pas le carburant qui fait défaut, c'est le riz. Sur la prochaine cargaison qui arrivera je vais acheter 20 sacs pour le stocker chez moi rien que pour ma propre consommation car cette situation sera de plus en plus fréquente.

Même si ce riz est trop cher, la population ne peut qu'en acheter en attendant l'arrivée de la prochaine cargaison. Il reste à savoir si le prix sera à la portée de toutes les bourses.

Le manque des produits alimentaires locaux empire d'avantage cette crise qui ne fait que perdurer .

Riwad

## SOCIÉTÉ

## Un lieu de recueillement à Hamchako à la mémoire des morts du visa Baladur

*Le Gouverneur de l'île d'Anjouan, Anissi Chamsidine a effectué une cérémonie de pose de la pierre d'une mosquée de vendredi et lieu de recueillements à la mémoire des morts du visa Baladur. L'endroit choisi pour cette bâtisse est géographiquement stratégique dans la mesure où depuis ce lieu on voit l'île de Mayotte.*

Cette mosquée de vendredi est un symbole et mémoire des plus de 20 000 morts ensevelis dans le bras de mer entre Mayotte et Anjouan. Ce grand projet (mémorable) du locataire de Dar Nadjah est lancé la semaine dernière par la pose de la première pierre à



Lieu de recueillement pour les victimes du visa Balladur.

Hamchako dans la région de Nyumakele. A la mémoire des morts enterrés dans le bras de mer qui

sépare Anjouan et Mayotte depuis l'instauration du Visa Balladur en 1995. Dans son intervention, le

Gouverneur a d'abord appelé à la responsabilité de tout le monde. « Au lieu d'imputer nos problèmes aux Français ou aux Mahorais, quelle est notre contribution pour stopper cette tragédie et qu'est ce qu'on réserve aux futures générations », se demande-t-il, tout en qualifiant ce fléau de mondial dans la mesure où différents pays comptent des enfants dans ce cimetière marin.

Le patron de l'exécutif de l'île ne pouvait pas rester insensible face à ce « crime commis par une main invisible » mais bien connue. L'initiative de cette bâtisse est conçue par le gouverneur d'une façon recommandée par l'islam à interdire le mal. Par la bouche, la foi et aujourd'hui le gouverneur agit

avec ses mains. « Ceux qui ont instauré ce visa sont très intelligents en mal.

Plusieurs personnalités ont pris part à cette cérémonie ainsi que des artistes et militants contre ce phénomène de visa Balladur qui reste à jamais un combat entre la vie et la mort. Le nombre de morts affiché sur le compteur du fameux visa ne laisserait pas insensible le gouverneur. « Nous avons conçu ce projet, pour se rappeler à tout moment à nos frères et sœurs et avoir un lieu de prières, comme l'a dit le gouverneur », estime Halima Youssouf, institutrice.

Nabil Jaffar

## ENTREPRISES DURABLES ET RÉSILIENCES

## Une soixantaine de jeunes formés sur les stratégies face aux crises

*L'organisation internationale du Travail (OIT) a organisé au niveau du pays un programme de formation pour entreprises durables. L'objectif est de renforcer les capacités des petites et moyennes entreprises (PME) à se préparer contre les aléas qui déstabilisent les activités des entreprises tels que les catastrophes, les conflits et*

*les pandémies. La formation a été dispensée dans les trois îles.*

La crise de la Covid-19 a montré au monde entier combien c'est important de se préparer au pire. Mise à part le secteur de la santé, le monde du travail est largement touché et moult entreprises sont mises à mal. C'est

pour éviter des tragédies au niveau des entreprises que l'Organisation Internationale du Travail a organisé à travers le Mouvement des entreprises comoriens (Modéc) un programme visant à renforcer les capacités des petites et moyennes entreprises du pays à faire face aux difficultés qui peuvent les conduire à la faillite ou à la fermeture. La formation a commencé à Mohéli en juin dernier puis à Anjouan en juillet. Et c'était le 27 août dernier qu'elle a été clôturée à Moroni.

Lors de la cérémonie de clôture, environ 62 jeunes ont reçu leurs attestations. Pour le coordinateur du programme Mohamed Abdoulhamid, cette formation est initiée pour accompagner les petites et moyennes entreprises en période de difficultés. « L'OIT a organisé cette formation pour donner aux

entreprises les capacités et les moyens de faire face aux aléas. Elle s'est très bien déroulée et les bénéficiaires ont été assidus durant la période », explique-t-il. Et puisqu'il s'agit d'appuyer les entreprises du pays, le représentant du directeur exécutif du Modéc a rappelé la nécessité d'organiser une telle initiative pour sauver plusieurs entreprises. « Toutes les entreprises n'ont pas les mêmes potentiels de surmonter les périodes de crises. Et cette formation est essentielle pour la survie de plusieurs sociétés », avance-t-il. Et de poursuivre que « le Modéc sera toujours auprès des entreprises pour l'accompagnement technique et financier ».

Cette formation n'a pas été du temps perdu pour les bénéficiaires. Selon eux, la formation les a aidés. « Il y a des difficultés que nous ren-

controns dans nos sociétés que ce soit privées ou publiques. Maintenant on sait comment apporter des solutions. Nous avons appris tellement de choses qu'on ne savait pas », montre Nadjima Abdourohmane, agent de vente à la pharmacie Yassine. Et de prier : « Prochainement, l'OIT et Modéc vous devez revoir la durée des formations. Car la durée est trop courte alors que les modules à apprendre sont gigantesques. De telle formations doivent avoir une longue durée ». Cette recommandation a été prise en considération par les responsables présents et ont promis d'en tenir compte pour les autres formations.

Kamal Gamal



## INAUGURATION D'UNE NOUVELLE MATERNITÉ PÔLE MÈRE ENFANT À MOHELI :

## Un nouveau joyau pour la mère et l'enfant

*Une nouvelle maternité pôle mère enfant vient d'être inaugurée samedi dernier au CHRI de Fomboni. Ce nouveau bâtiment qui va accueillir les femmes enceintes ainsi les enfants afin de leurs fournir des meilleurs soins a été construit et équipé par les Émirats Arabes Unis à travers le Croissant-Rouge des Émirats, pour un coût estimé à un million d'euros pour la construction, et deux cent trente deux mille cinquante trois euros pour le matériel et le mobilier.*

Finis les déplacements pour les femmes enceintes de Mohéli à Moroni, n'en parlons plus à l'extérieur. Et c'est grâce à l'inauguration de la nouvelle maternité pôle mère-enfant samedi dernier par le chef de l'Etat en présence des autorités du pays, l'ambassadeur des Emirats Arabes Unis aux Comores et une forte délégation des Emirats composée

par entre autres le Secrétaire général du Croissant-Rouge des Emirats. Le centre est composé de 40 lits et comprend six services, à savoir une unité d'obstétrique, une unité de gynécologie, une unité de néonatalogie d'une capacité de huit lits, un service d'anesthésiologie, et trois blocs opératoires, dont un bloc opératoire pour chirurgie mineure et il a été financé par l'Autorité du Croissant-Rouge des Emirats, d'une valeur d'un million d'euros pour la construction, deux cent trente-deux mille cinquante-trois euros pour l'équipement et le mobilier.

Le Dr Abdul Aziz Hassan Ali, au nom de ses confrères médecins travaillant à l'hôpital de Fomboni a tenu à remercier l'Autorité du Croissant-Rouge des Emirats, qui a financé ce projet avant d'être réalisé par une entreprise chinoise. « Ce centre qui est le premier du genre dans le pays et même dans la région Océan Indien en raison

de sa taille et des équipements modernes et avancés qu'il contient. Il servira les femmes enceintes qui ont des problèmes de procréation et d'accouchement, ainsi que les enfants », dit-il.

De son côté, la ministre de la santé montre qu'en plus de ce centre, il existe d'autres projets de construction dont deux centres de maternité et d'enfance à Wani sur l'île d'Anjouan et dans le district de Washili sur l'île de Ngazidja. Tous deux également financés par le Croissant-Rouge des Emirats. « J'exprime mes sincères remerciements à la ministre d'Etat des Emirats Arabes Unis et, à travers elle, à la Société du Croissant-Rouge des Emirats pour son soutien continu au secteur de la santé dans notre pays », avance-t-elle.

Pour sa part, Dr. Maitha Al Shamsi, Ministre d'Etat des Emirats Arabes Unis et Conseillère de Son Altesse Sheikha Fatima bint Mubarak

(initiatrice de ce projet) se réjouit d'être aux Comores pour assister à l'ouverture de ce centre. Pour elle, ce centre va améliorer les services destinés à la maternité et à l'enfance dans cette région, d'autant plus qu'elle dessert environ 120 000 bénéficiaires. « Ce grand édifice humanitaire et de développement, incarne la profondeur des relations entre les deux peuples frères des Emirats Arabes Unis et des Comores. Il incarne la qualité du rôle croissant de Son Altesse Cheikha Fatima bint Mubarak dans la satisfaction des besoins de développement et humanitaires du peuple comorien frère, et son intérêt pour l'amélioration de la santé des femmes et des soins aux enfants, et la réalisation de la stratégie des EAU en la pérennité du don à travers la mise en œuvre de programmes et de projets de développement ambitieux qui ont un impact profond sur la qualité des infrastructures. »

Le président Azali Assoumani a félicité quant à lui les citoyens de l'île de Mohéli pour l'inauguration de ce merveilleux édifice. « Il y a trois ans, on se souvient que ce site, dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui, avait une petite maternité qui ne contenait qu'une dizaine de lits. Aujourd'hui, on a un beau et grand bâtiment d'une quarantaine de lits et il est l'un des centres de santé les plus modernes et les mieux équipés de notre pays », rappelle-t-il. Après avoir remercié les autorités des Emirats arabes unis, le président de la République indique que le financement de ce centre de santé n'est rien d'autre que l'expression des excellentes relations qui unissent nos deux pays et de la volonté affichée par le gouvernement des Emirats Arabes Unis sous la haute et sage direction de Son Altesse Cheikh Mohamed ben Zayed Al Nahyan.

Ibnou M. Abdou

## SEMAINE DE L'ALLAITEMENT MATERNEL :

## Les bonnes pratiques, pour une meilleure santé de l'enfant

*Le ministère de la santé a commémoré la semaine de l'allaitement maternel à Moroni. Cette célébration est une opportunité pour le renforcement de la promotion de bonnes pratiques de l'allaitement maternel auprès de la population. Les agents de santé recommandent l'allaitement maternel exclusif dans l'heure qui suit la naissance et de la maintenir pendant les 6 premiers mois.*

Comme chaque année, la semaine mondiale de l'allaitement maternel est organisée pour promouvoir cette pratique afin que les nourrissons du monde entier soient en meilleure santé. Vendredi 02 septembre der-

nier, le ministère de la santé à travers la direction de la santé et la direction de la santé familiale a commémoré la semaine de l'allaitement. Cette célébration constitue une opportunité pour le renforcement de la promotion des bonnes pratiques de l'allaitement maternel auprès de la population.

Dans son allocution, le chef de santé et nutrition du bureau de l'Unicef Comores, Dr Medard Folefack Temfack, a expliqué que la situation demeure préoccupante et ce, malgré les politiques et les efforts engagés pour améliorer l'état nutritionnel des femmes et des enfants aux Comores. Sur la base de l'enquête EDS MiCS de 2012, 1/3 des enfants comoriens présentent un

retard de croissance, 1/4 ont une insuffisance pondérale et plus d'un dixième sont émaciés. Dans les zones rurales, 32% des enfants ont un retard de croissance, alors que ce n'est le cas que de 25% des enfants urbains. 10,6% de moins de 5 ans sont en surpoids, ce qui représente l'un des taux les plus élevés chez les enfants de moins de 5 ans de la région. La situation des enfants plus âgés et adolescents sont encore pires puisque 12% des enfants âgés de 5 à 19 ans sont en surpoids.

« Ces chiffres élevés mettent en évidence le problème croissant que représente la présence simultanée des trois formes de malnutrition dans le pays. Seuls 12% des enfants sont exclusivement nourris au sein

pendant au moins six mois après leur naissance. La plupart des enfants âgés de 6 à 23 mois ne bénéficient pas d'une alimentation adéquate : seuls 7% d'entre eux suivent le régime alimentaire minimale acceptable et consomment des repas suffisamment variés à une fréquence adaptée », montre-t-il avant d'ajouter que « il est essentiel de prévenir, détecter et guérir de façon intégrée toutes les formes de malnutrition tout au long du cycle de vie avec focus sur les 1000 premiers jours de vie qui constituent la fenêtre d'opportunité critique, pour un impact réel en résultant probants permettant l'atteinte des ODDS... ».

De son côté, le directeur de la lutte contre la maladie Dr Naouirou M'Hadji a confié que le pays s'est engagé dans l'atteinte des objectifs de développement durables en vue d'assurer un meilleur avenir pour les futures générations et une économie pérenne et socialement équitable. Et pour s'y faire, l'allaitement

maternel occupe une place indispensable dans le contexte national. Il est à la fois une source vitale pour le développement et la survie de nos enfants. « Nous devons tous déployer tout l'arsenal juridique, administratif et chimiques et de manière unanime se lever et combattre les effets néfastes que représentent les substituts du lait maternel plus particulièrement durant les 1 et 6 mois de vie de l'enfant... Dans nos villes villages, dans nos communautés, nos familles, nous devons dans ce cadre renforcer les actions de communication, de sensibilisation et d'information en faveur de l'allaitement maternel exclusif », appelle-t-il.

Durant cette journée, femmes et hommes, sages-femmes et infirmiers ont été sensibilisés sur les bonnes pratiques de l'allaitement maternel. Des séances de sensibilisation pour les agents de santé vont continuer encore une semaine.

Andjouza Abouheir



Semaine de l'allaitement maternel.

**La Gazette des Comores**  
**Fondateur et Directeur général**  
 Said Omar Allaoui  
**Directeur de la publication**  
 Elhad Said Omar  
**Rédacteur en chef**  
 Mohamed Youssef  
**Secrétaire de rédaction**  
 Toufè Maecha  
**Rédaction**  
 A. Mmagaza  
 M.I.M Abdou  
 A.O. Yazid  
 Andjouza Abouheir  
 Nassuf Ben Amad  
 Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar  
 Riwad  
 AS Badraoui  
**Mise en page**  
 Abdouchakour Aladi Nourou  
**Responsable commercial**  
 Mariama Mhoma  
**Documentation archiviste**  
 Hadidja Abdou  
**Photographe / Site Web**  
 Mohamed Said Hassane  
**Impression**  
 Graphica Imprimerie  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)  
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

## COOPÉRATION AVEC LE MUFTORAT ÉGYPTIEN

## Des oulémas comoriens formés sur la prise des "fatwas"



Aboubacar Said Abdillahi Djamaillai  
(Image d'illustration)

*Après avoir passé deux semaines en Égypte pour des formations dans le cadre d'un programme de renforcement des capacités, dans l'art de la prise des "fatwas", une douzaine d'oulémas comoriens regagnent le pays.*

Une douzaine d'oulémas comoriens était partis en Égypte pour une formation dans l'art de la prise des "fatwas". Aussitôt arrivés, ils sont reçus par le grand mufti de la république, une occasion pour lui, non seulement d'encourager les bénéficiaires mais aussi, de remercier son homologue égyptien. Ce premier programme de formation s'inscrit dans le cadre des efforts du Grand Mufti de la République, Cheikh Abu Bakr Sayed Abdullah Jamal Al-Layl, qui veut faire progresser et développer la performance de Dar Al-Ifta Al-Qamar à différents niveaux. « J'espère que vous allez à votre tour trans-

mettre ce que vous avez appris en Égypte sur le sol comorien », souhaite-t-il, avant d'exprimer ses remerciements au professeur Dr. Shawky Ibrahim Allam, le Grand Mufti d'Égypte, pour avoir parrainé ce programme, qui est le premier du genre.

Il estime par ailleurs que les bénéficiaires de cette formation seront désormais en mesure de remplir leurs devoirs religieux et patriotiques en présentant des fatwas correctes reflétant les dispositions et les objectifs de la charia, qui consolide la sécurité et la paix et combat l'extrémisme et le terrorisme. A son tour, la délégation, a exprimé son remerciement et sa gratitude à l'endroit du grand Mufti de la République pour leur avoir donné cette opportunité de participer à ce programme. Pour eux, il s'agit d'une formation très enrichissante en matière de science et de connaissances et pour bénéficier de la vaste expérience du Dar Al-Ifta égyptien dans la prise en charge de la fatwa

juridique.

Ils remercient le Dar Al-Ifta égyptien - la principale institution de fatwa au monde -, dirigée par Professeur Dr. Shawqi Ibrahim Allam, Mufti of Diyar Egypt pour leur parrainage de ce programme avec la participation d'un groupe d'universitaires, d'experts et de dirigeants de haut niveau. A la fin de la rencontre, la délégation a remis un cadeau spécial au grand Mufti de la République, ainsi qu'un autre cadeau à la bibliothèque de Dar al-Ifta al-Qamar, composé de deux exemplaires du livre (Encyclopédie de Fatwas originales du Dar al-Ifta égyptien) et (Encyclopédie de la politique légitime).

Ibnou M. Abdou

## VENTE DES PRODUITS PÉTROLIERS :

## Toute commande doit désormais se régler au comptant

*A partir du 08 septembre prochain, les stations services doivent payer leur facture de carburant avant d'être livrées. Selon le chargé de mission de la SCH, la société d'Etat a accompagné ces dernières pendant presque 20 ans, mais avec l'inflation au niveau mondial, elle est obligée de changer les procédures.*

La société Comorienne des Hydrocarbures (SCH) a tenu un point de presse samedi 3 septembre dernier, dans le but d'annoncer la nouvelle réglementation des relations avec ses clients. Le chargé de missions de la SCH auprès du directeur général annonce la fin des ventes à crédit avec certaines stations services. Conformément à la décision n°22-01/SCH/DJC/DG du 12 août 2022, portant réglementation des relations entre la société Comorienne des Hydrocarbures et ses clients revendeurs, toute commande de produits pétroliers doit être réglée au comptant. Cette décision prendra effet à compter du 8 septembre 2022. « Après concertation avec nos clients, nous avons décidé d'arrêter d'épauler certaines stations services. Cela dit, toute commande de produits pétroliers doit être réglée au comptant », explique Kifia Soudjay, le

Chargé de missions de la SCH.


Ce dernier montre que cela fait presque 20 ans qu'on vend à crédit certaines stations services. Elles prennent le carburant, pour vendre puis revenir liquider la facture après. « Avec l'inflation mondiale, on ne peut plus continuer dans cette procédure. Partout dans le monde, l'or noir devient de plus en plus cher. Et notre fournisseur ne veut pas savoir s'il y a des stations qui n'ont pas payé. Si l'argent n'est pas versé, il ne livre pas le carburant. C'est pour cette raison que nous sommes dans l'obligation de mettre fin aux ventes à crédit à certaines stations services », indique-t-il, tout en soulignant que cela, fait partie des nouvelles règles du ministre en charge de l'énergie mais aussi pour permettre à la société d'être capable de commander le carburant convenablement.

« Nous avons deux catégories de clients : ceux qui règlent au comptant, ceux qui prennent d'abord puis revenir liquider une fois vendue. On les a accompagnés pendant des longues années. Mais, on ne peut pas continuer ainsi indéfiniment. Il est temps que leurs gérants prennent leur responsabilité, pour le bien de nous tous », conclut-il.

Nassuf Ben Amad



Point de presse de la SCH.



**Demande de proposition de prix pour la fourniture et l'installation d'un système centralisé de détection d'incendies dans les bureaux de Corps de la Paix aux Comores**

Le Corps de la Paix du Gouvernement Américain aux Comores, dans le cadre de ses missions en Union des Comores voudrait s'équiper d'un système de détection d'incendie dans ses bureaux.

La société intéressée par cette offre peut obtenir les termes de références en les demandant par email à l'adresse suivante : [PCComoros@peacecorps.gov](mailto:PCComoros@peacecorps.gov) au plus tard le mercredi 7 Septembre 2022 à 17h30. La date finale d'envoi des offres est le 11 Septembre 2022 à 23h59.

La visite des lieux peut être faite le mercredi 7 septembre entre 9h00 à 16h00.

Toute demande d'information ou toute question liée à cette offre, merci de vous renseigner en envoyant un message à l'adresse email mentionnée ci-haut.

## Les petites Annonces de La Gazette

Adressez-vous au Service  
ANNONCES CLASSÉES

La Gazette des Comores  
Moroni Badjanani

Tél. : 763 26 20 BP 2216

E-mail: [la\\_gazette@comorestelecom.km](mailto:la_gazette@comorestelecom.km)

## FOOTBALL

## La FFC se prépare pour la saison 2023

Après une saison sportivement jugée positive, même si émaillée par des scènes de violences de la part des soient disant supporters en mal de vie, la FFC se prépare pour une nouvelle saison qui doit en tout durer 7 mois.

re jusqu'au 10 octobre 2022. La saison sportive pour l'exercice 2022-2023, s'étalera du 01 novembre au 10 janvier 2023.

Après cette première mouture, une période dite Mercato pour les joueurs qui veulent changer de

clubs s'ouvrira pour 10 jours, soit du 10 janvier jusqu'au 20. Après études des dossiers, le procès verbal définitif sera publié par la commission nationale des recours le 31 janvier.

Neufs jours après la clôture de la

période Mercato, s'ouvrira la phase retour du championnat qui va durer du 09 février au 22 mars, pour laisser une période de trêve ramadan à compter du 23 jusqu'au 23 avril. La reprise du championnat est prévue 29 avril pour se terminer le 27 mai

2023. La phase nationale de la coupe des Comores est prévue du 01 juin au 10 juin, tandis que le championnat se déroulera du 11 au 28 juin.

AS Badraoui

C'est par note circulaire (324-FFC-SG), portant disposition pour la fermeture de la saison 2021-2022, et préparation de la saison 2022-2023 que la fédération a annoncé la nouvelle. La saison 2021-2022 a pris fin ce 31 août 2022. « La saison 2021-2022 sera clôturée le 31 août, toutefois, en fonction du timing et des moyens disponibles, la phase nationale de la coupe des Comores féminine et la phase nationale du football U17 pourront être programmées sans altérer le processus de la préparation de la nouvelle saison », peut-on lire dans la note signée du secrétaire général de la FFC.

Pour la saison à venir, le processus de soumission des dossiers de mutation débutera le 08 septembre pour prendre fin après les nombreux recours de circonstances (commission nationale de recours), le 28 septembre. A partir de là, une période d'enregistrement des joueurs débutera le 29 du mois de septemb-

## HABARI ZA UDUNGA

## Compter d'abord sur ses propres forces

« Hubul watwani minal imani »

*Le microcosme politique dans les îles de la lune ne doit pas faire l'économie d'une discussion globale sur la place et le rôle de l'Etat. En effet, l'on constate un vide politique sur ce chapitre.*

*Etranglement et malheureusement, ceux qui devaient être les grands défenseurs de l'Etat sont plongés dans un mutisme qui reflète, peut-être, un certain désarroi.*

Nous l'écrivons souvent, le but inavoué des multiples crises qu'a traversées et que continue à traverser notre pays, est de réduire le rôle de l'Etat comme une peau de chagrin. Ceux qui sont tapissés dans l'ombre de différents réseaux ne se sont jamais privés de mettre en exergue la moindre contradiction entre nous pour nous pousser à nous opposer.

Le fait par exemple que certains font semblant de croire que le problème maorais vient simplement de l'opposition maoraise à son intégration à l'ensemble comorien, montre à l'évidence qu'une fois de plus la puissance administrante a su habillement tirer son épingle du jeu au moment où il est reconnu par tout observateur que c'est elle qui tire les marrons du feu, si l'on peu s'exprimer ainsi.

Le blocage dans la libre circulation entre Maoré et les autres îles l'Archipel est venu plomber le développement harmonieux du pays engendrant son lot de morts hebdomadaire. Par ailleurs, l'autre conséquence est la paupérisation de la population qui ne sait vers qui se tourner, se contentant d'aller quémander quelques subsides à la noria de politiciens qui travaillent dans les

sphères de la kyrielle de pouvoirs qui poussent comme des champignons après la pluie.

Sans la mise en place d'un véritable état impartial et reconnu comme tel par l'opinion, on pourra toujours changer les pions de l'échiquier politique, on retombera sur les travers du passé consistant à se parer des vertus de l'équilibrisme insulaire. Il est toujours difficile de tirer des enseignements généraux qui pourraient s'appliquer dans toutes les situations. Ce qu'on peut dire toutefois, c'est qu'il a commencé à émerger au sein de l'Opinion, des idées qui mettent en avant le nationalisme dans le sens noble du terme.

Elles consistent à mettre en évidence le rôle d'un Etat au service du plus grand nombre et surtout à combattre la corruption dans toutes ses formes et à tous les niveaux. Il faut

savoir qu'il existe des pistes institutionnelles qu'il convient de creuser et aller vers la création du cadre juridique qui permettra aux bailleurs de fonds éventuels à la recherche de véritables partenariats de reprendre rapidement le chemin de nos îles.

Mais avant toute chose, cela implique que nous ayons une idée claire de l'objectif poursuivi de création d'un état impartial. Depuis plus de quarante ans, nous tâtonnons à la recherche du chemin pour un meilleur développement. Mais pendant que les uns cherchent à sortir du trou, d'autres continuent de creuser. Or si nous voulons nous en sortir, il faut bien se dire que tout le monde doit cesser de creuser. Et compter avant sur nos propres forces.

Mmagaza



ION DES COMORES  
Unité-Solidarité-Développement



MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

Secrétariat Général

Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF)

Unité de Gestion de Projet (UGP)

N° CKM 1107 01 R/CKM 11 07 02 S

Avis d'Appel d'Offres (AAO)

Date de lancement : 01/09/2022

No :AON/2022/02/PAGF/ Mise aux normes/CI

Ce Dossier d'appel d'offres (DAO) vise Mise aux normes de l'alimentation en énergie du centre Informatique du MFBSB. Le Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire a reçu un financement de l'Agence Française de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF).

Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre de mise aux normes de l'alimentation en énergie du centre informatique du MFBSB. Le Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire à travers le PAGF invite les fournisseurs intéressés à soumettre leurs offres pour les Fournitures décrites dans l'Annexe I Exigences de l'Acheteur, jointe à ce DAO.

Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les Dossiers d'Appel d'Offres dans les bureaux de l'Unité de Gestion de Projet (UGP) du projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF), Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire, Place de l'Indépendance.

1-Le Dossier d'Appel d'Offres pourra être obtenu en version numérique, gratuitement, ou acheté en version papier par les candidats sur demande écrite au service mentionné ci-dessous et moyennant un paiement d'un montant non remboursable de

« Dix mille francs (10 000) Francs comoriens ».

2.Toutes les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-dessus **au plus tard le 30/09/2022 à 11 heures 00 min** et être accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant au moins égal à : **six cent mille francs (600 000 KMF) comoriens**

3.Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture, **le 30/09/ 2022 à 14 heures 30 min** dans les bureaux du Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF)

**Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire**  
**Place de l'Indépendance**  
**Mr Ahamda Ali, Coordonnateur PAGF**  
**BP 324, Tél. (269) 332 60 09**  
**Adresse mail : [coordination.pagfcomores@gmail.com](mailto:coordination.pagfcomores@gmail.com) et [coordon.pagfcomores@gmail.com](mailto:coordon.pagfcomores@gmail.com)**

4.Les offres doivent être valides pendant une période de 120 jours suivant la date limite de dépôt des offres.

## MUSIQUE :

# Miand El Comores a réalisé projet avec brio

Un des trois orchestres gagnants du concours de twarab lancé par l'Alliance française en 2019, le groupe musical Miand El Comores vient d'enregistrer au studio Twamaya House, son album intitulé « Ledjuwa Liwala ». Un album composé de 8 titres chantés par les anciens du groupe dont Mze Ibrahim Djoumoi et Mohamed Nassur connu sous le nom de Black.

Lors d'une conférence de presse organisée à l'Alliance Française de Moroni le 30 août dernier, l'orchestre Miand El Comores a présenté son album "Ledjuwa Liwala". Un titre significatif pour le groupe car les chansons qui constituent l'album datent de 1970 à 1974 depuis la création de l'orchestre. Les mêmes chansons sont reprises par leurs propres auteurs dont Mze Ibrahim Djoumoi et Mohamed Nassur alias Black. La reprise des titres chantés il y a une quarantaine d'années est une forme de renaissance pour le groupe lui-même mais aussi des thématiques abordées dans les chansons. « C'est pour nous une très grande fierté d'arriver à terme de ce projet. Car depuis la fin du concours, toutes les activités ont été réduites ou plutôt



Présentation de l'album de Miand El Comores

arrêtées pour cause de Covid-19. On a même cru que l'Alliance française a oublié le projet. Nous voilà au terme du projet », avance Mze Ibrahim Djoumoi.

Pour Stéphane M'madi qui assure le service de communication de l'orchestre, le groupe vit de ses chansons depuis fort longtemps. « Lors de la compétition du twarab, le groupe a joué sur les mêmes morceaux et on a fait le poids sur les 12 orchestres compétiteurs car ce sont

les anciens du groupe qui ont chanté avec un mode d'habillement très distingué pour la culture et la tradition comorienne », dit-il. C'est d'ailleurs sur ce côté esthétique que Jean Rémy s'est ébloui pour les prestations du groupe. « Le travail est superbe du point de vue que j'ai une oreille attentive sur la musique car je suis musicien. C'est mon métier. Puis Miand El Comores a su nous fasciner et charmer par sa musique qui est du pur twarab.

Après 3 mois de compétition, le groupe est devenu un lauréat. Et la production de cet album fait partie des prix réservés aux gagnants », rappelle le directeur de l'Alliance française de Moroni qui est au terme de son mandat. « Il faut dire que j'ai été épris non seulement par le paysage des Comores mais aussi par l'hospitalité et la sympathie des comoriens. Alors j'aime la culture comorienne, la musique surtout le twarab mais il doit y avoir un

moyen d'exporter ce genre musical au niveau international pour que le twarab ait une influence dans les autres pays », souhait-il.

Devant la presse, Stéphane M'madi a regretté certaines difficultés caractérisées par la crise sanitaire mondiale qui a causé des retards sur la production de l'album. « Nous avons réussi à recevoir l'enregistrement dernièrement. Et nous l'avons envoyé à notre diaspora pour la multiplication et maquette. Mais la quantité la plus importante se trouve en France », indique-t-il. Et de rappeler que le groupe a déjà participé à un concours de twarab en 1977 avec le nom de Wegna Charif mais après avoir gagné le premier prix, le président Ali Solihi a demandé au groupe de modifier le nom, d'où Miand El Comores. Et les musiques produites sont restées les mêmes tubes. Il s'agit d'un album produit par le groupe Miand El Comores en collaboration avec l'Alliance française de Moroni. Cet album "Ledjuwa liwala" est un deuxième enregistrement fait par l'alliance française après celui de Mi Sambeco "Boumbwa".

Kamal Gamal



Ministère de l'Agriculture,  
de la Pêche et de l'Environnement  
du Tourisme et de l'Artisanat



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE



PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

## AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT

Réf. N° : 2022/001/MAPETA/PIDC/AO

### ACQUISITION, ET INSTALLATION D'UN LIQUÉFACTEUR DESTINÉ AU CENTRE RURAL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (CRDE) DE DIBOINI POUR LE COMPTE DU PROJET (PIDC)

1. Le Gouvernement Comorien a reçu un financement de la Banque Mondiale (IDA) pour financer le Projet Intégré de Développement des Chaines des Valeurs et de la Compétitivité (PIDC) et à l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du Marché « Acquisition et installation d'un liquéfacteur destiné au CRDE de Diboïni pour le compte du projet Intégré de développement des Chaines des Valeurs et de la Compétitivité (PIDC).

2. Le PIDC sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises : « le soumissionnaire doit démontrer qu'il a réalisé au moins un marché similaire au cours de 10 dernières années avec satisfaction du client ».

3. La procédure sera conduite par mise en concurrence en recourant à un Appel d'Offre ouvert (AO) telle que définie dans le « Règlement de Passation des Marchés applicables aux Emprunteurs dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement, (édition du 1er juillet 2016, révisée en novembre 2017 et août 2018.) ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Règlement de passation des marchés.

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès du secrétariat du PIDC situant à Mdé, EX-Cefader au Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat ; email : projetpidc@gmail.com et prendre connaissance du

dossier d'Appel d'Offre à l'adresse mentionnée ci-dessous : du lundi au vendredi à partir de 8H 00min à 15h 30, et du samedi : 8H 00min à 12H 00min.

5. Le Dossier d'Appel d'Offre en version française peut être retiré au secrétariat du PIDC à tout Soumissionnaire intéressé à l'adresse ci-dessous. Le Dossier d'Appel d'Offre (DAO) sera retiré aussi par voie électronique sur l'adresse email : projetpidc@gmail.com.

6. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous **au plus tard le 21 septembre 2022 à 14H 00**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Toute offre arrivée après l'expiration du délai limite de remise des offres sera écartée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes dans la salle de conférence du PIDC à l'adresse ci-dessous, **le 21 septembre 2022 à 14H 30min**.

7. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessous est :  
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'environnement, du Tourisme et de l'Artisanat  
BP :41-Moroni  
A Mdé ex-Cefader -maison des épices.  
Au secrétariat du Projet (PIDC)/ Email : projetpidc@mail.com

Lancé, le 23 août 2022